

Anthony, Arthur, Jebracq (Daniel Bensaïd), Stéphane

Bulletin intérieur n° 30

Le problème du pouvoir se pose, posons-nous le !

Le texte proposé pour l'ouverture du débat préparatoire au troisième congrès précise et rappelle notre analyse de la situation politique. Il systématise le cadre de notre intervention et permet d'éclairer les choix tactiques que nous avons faits à plusieurs reprises : 1^{er} mai, 7 juin, mobilisations sur le Vietnam, intervention dans les grèves. Et c'est bien ici ce sur quoi le congrès pourra se prononcer : une définition de notre cadre d'intervention.

Mais cela ne doit pas être la seule fonction du congrès : il y a d'autres problèmes sur lesquels il sera impossible de trancher encore, qui devront être soulevés à l'occasion de ce congrès. Pour explorer l'avenir. Marx a bien dit, un peu à la légère, que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ; l'avant-garde doit aussi commencer à se poser ceux qu'elle ne peut pas encore résoudre. Cela fait partie de ses tâches d'avant-garde.

Pour prendre un exemple : dans le débat sur la jeunesse et l'ORJ ^{1/}, des arguments disparates se sont trouvés coïncider un moment. Certains étaient contre l'ORJ parce qu'ils l'estimaient prématurée ; d'autres, dont nous

sommes, étaient contre l'ORJ en fonction d'une certaine conception de la construction du parti. Ce débat a à peine affleuré. Et il n'était pas décisif à ce moment-là. Aujourd'hui, il est vraisemblable qu'un accord assez large se réalisera sur la base de la troisième partie du texte proposé. Mais il est aussi possible que l'éclairage donné à ce texte par différents camarades ne soit pas tout à fait le même. Nous prenons donc la responsabilité d'avancer quelques hypothèses de travail, encore fragiles, afin de commencer à toucher du doigt les problèmes qui seront prochainement les nôtres au lieu de s'avancer vers eux les yeux dangereusement bandés.

La petite phrase du second congrès : « L'histoire nous mord la nuque ^{2/} ! » a fait fureur dans l'organisation. À tort et à travers. Il convient donc dans cette introduction de lui tordre le cou. Certains y ont vu l'expression concentrée de l'impatience petite-bourgeoise ; d'autres y ont vu un retour du catastrophisme révolutionnaire prompt à prédire la crise qui vient. Rien de cela en vérité. Nous ne partageons pas les enthousiasmes de Roger ^{3/} enclin à interpréter les règlements de comptes au sein de l'UDR ^{4/} comme les manifestations d'une crise fatale du régime. Pas plus que nous ne partageons d'ailleurs ses interprétations de la renaissance du PS (cf. stages de Montargis) comme un « retour à la normale » de la vie politique. Le PS peut renaître ; il ne sera plus jamais le parti des notables, il ne sera jamais l'expression stable des couches moyennes nouvelles dans un jeu parlementaire irrémédiablement bloqué. La logique de ces deux considérants serait d'entrevoir une solution transitoire de type front populaire et de prendre des dispositions en conséquence.

Lorsque nous avons dit que l'histoire nous mord la nuque, nous n'avons fait que reprendre, dans la confusion peut-être, la célèbre intro-

duction du programme de transition. Souvent en effet, nous entendons des camarades demander à ce qu'on affine, précise, définisse, circoncrive les données objectives de la crise monétaire, les marges exactes de manœuvre de la bourgeoisie, la profondeur exacte de la crise du PC. Ces exigences sont fausses. En la matière, nous demeurerons dans les approximations. *Parce que ces crises, ces marges, ces profondeurs dépendent pour une petite part, mais une part décisive, du sens que nous leur donnons, par notre propre initiative ^{5/}.*

Il ne s'agit donc pas de compter les jours du régime ou du système, d'établir à l'avance un calendrier nécrologique. Il s'agit d'arrêter de dire, à tort et à travers, que le problème du pouvoir est posé (par qui ? pour qui ?). Et de commencer à nous le poser. Si nous voulons espérer le résoudre un jour.

I — Crise révolutionnaire et prise du pouvoir

1. Ni 36, ni 68 améliorés !

Dans le texte préparatoire au congrès, on rejette les schémas d'un juin 1936 ou d'un mai 1968 réussis. Revenons-y. Juin 1936, c'est la combinaison d'une victoire électorale et d'un mouvement gréviste de masse qui déborde cette victoire pour déboucher sur le terrain de l'affrontement de classe. Le contexte aujourd'hui a bien changé. L'État fort a balayé la démocratie parlementaire et nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une forme circonstancielle du pouvoir, mais d'une forme adéquate au capitalisme des monopoles ; la crise du parlementarisme italien, l'impossible libéralisation du régime franquiste le démontrent *a contrario*. Le parti majoritaire dans la classe n'est plus le PS, mais un PC solidement amarré à l'Union soviétique dont l'appui économique

1/ [ORJ : Organisation révolutionnaire de la jeunesse.]

2/ [Expression attribuée à Daniel Bensaïd alias Jebracq.]

3/ Cf. l'article de Gérard Filoche dans *IV^e Internationale*.

4/ [Parti gaulliste, anciennement appelé UNR (Union pour la nouvelle République), l'UDR (Union pour la défense de la république) est créé à l'occasion des législatives de juin 1968 et devient, en 1971, l'Union des démocrates pour la République.]

5/ [Souligné dans le texte.]

et diplomatique est un élément indispensable à la perspective « des voies pacifiques ». Enfin, le contexte international n'est pas celui de l'écrasement des prolétariats allemand et espagnol, mais celui d'une épreuve de force charnière engagée au Vietnam dans le cadre d'une montée révolutionnaire internationale.

De tout cela, il ressort que l'espoir de voir une situation de type 36 se répéter est bien aléatoire : victoire électorale de la gauche, débordée par un irrésistible mouvement de masse, que nous pourrions en poussant un peu amener à la victoire finale... Cela supposerait que nous fussions en état de jouer ce rôle ; c'est-à-dire que notre rôle au sein de la classe nous le permette. Autrement dit, cela supposerait déjà construit un parti révolutionnaire robuste et solidement implanté. Or, il serait naïf de croire que la bourgeoisie sur ses gardes, ayant perfectionné son dispositif répressif, va laisser croître en son sein au-delà d'un certain seuil une réelle organisation révolutionnaire. Nous reviendrons sur ce point.

Il serait encore plus illusoire de concevoir la crise révolutionnaire en France sur le mode d'un mai 1968 réussi. Parce que la bourgeoisie et les staliniens ont tiré leurs leçons de Mai. Et qu'il ne suffira pas d'un groupe révolutionnaire un peu plus implanté et expérimenté pour pousser plus loin le mouvement. Même si l'on doit tabler sur l'inventivité et la spontanéité des masses en période de crise, il n'est pas possible de s'en remettre totalement à elles. On n'est pas léninistes pour le quotidien et spontex ^{6/} en temps de crise. C'est pourquoi l'image de mai 1968 « répétition générale » est, prise à la

lettre, largement trompeuse. En gros elle porte à croire qu'il suffit de grossir un peu et d'attendre la nouvelle vague des masses pour venir à bout de la bourgeoisie. Ce n'est pas tout à fait aussi simple.

L'idée d'une croissance régulière du parti, de son grossissement progressif au-delà d'un certain seuil peut amener à de dangereuses imprévoyances. Le double verrou que nous connaissons, celui d'un État fort différent de l'État parlementaire, et celui d'un parti réformiste stalinien différent d'un parti réformiste social-démocrate, permet difficilement de penser à une lente maturation de la classe ouvrière, à une longue expérience de contrôle ouvrier, pendant lesquelles une organisation révolutionnaire légale pourrait bien tirer les marrons du feu. Dans une période où la crise d'adaptation du régime se conjugue avec des difficultés du système impérialiste (crise monétaire, Vietnam), le pouvoir ne peut tolérer un développement menaçant de l'avant-garde. S'il attend trop, il aura affaire à une avant-garde déjà enracinée dans la classe ; il lui sera impossible de la réprimer sans empiéter sur le mouvement ouvrier organisé. Et alors, quels que soient les gages de complicité objective donnés par le PC, lors de l'affaire Overney ^{7/} en particulier, le pouvoir ne peut pas être absolument sûr des réactions d'autodéfense des vieux partis ouvriers. Mais la tentation d'un durcissement, qui peut être celle de Marcellin, n'est pas simple non plus. La répression sélective n'est pas toujours applicable. En France, l'importance des couches moyennes, intellectuelles, éduquées dans une idéologie démocratique, ne favorise pas l'isolement de l'extrême gauche. En cas de répression limitée, des appuis multiples se manifestent ; l'exemple de la GP ^{8/}, malgré ses propres aberrations, l'a bien montré.

C'est pourquoi, le plus vraisemblable, c'est

encore de voir apparaître des dissensions au sein même de la bourgeoisie et de l'appareil d'État. Autrement dit, plutôt qu'une attaque frontale contre les révolutionnaires, de nouvelles tensions dans les luttes de classes favoriseraient l'autonomisation des partisans de la manière forte par rapport à l'UDR, dont ils ont plus ou moins accepté la discipline jusqu'à présent, ce qui constituait d'une certaine façon une preuve de la confiance dont le gouvernement continuait à jouir dans la bourgeoisie. Un tel processus marquerait une période charnière la plus délicate pour une organisation révolutionnaire. Encore dans la légalité, encore sur la place publique, et tentée d'y rester le plus longtemps pour en tirer profit, c'est la période où elle serait la plus vulnérable à la répression parallèle (attaques individuelles, attaques de locaux).

Cela signifie que pour nous il n'y a pas de distinction absolue entre une période de légalité et une période de clandestinité. Nous sommes en sursis. Et il n'est pas vrai non plus, comme certains camarades le disent parfois, que nous exploitons la légalité aussi longtemps que la bourgeoisie nous en laisse le loisir. Les choses ne sont pas si simples : en multipliant les concessions politiques nous pourrions reculer considérablement le sursis. Il arrive un moment où les avantages de la légalité ne l'emportent plus sur ses dangers. Ce moment, ce sera en partie à nous de le déterminer. À condition d'avoir construit une organisation capable de franchir le pas. Sans quoi, l'existence déterminant la conscience, une existence intégralement légale ne manquerait pas de produire une conscience légaliste.

Ce sont là des idées qui doivent devenir familières à l'organisation si nous voulons qu'elle demeure un instrument révolutionnaire et non qu'elle s'endorme dans son cocon. Et ce d'au-

6/ [Terme couramment utilisé à l'époque, notamment concernant certains courants maoïstes.]

7/ [Militant de la Gauche prolétarienne assassiné le 25 février 1972 par un vigile de Renault.]

8/ [Gauche prolétarienne.]

tant plus que nous devons penser la révolution en France, d'emblée dans une dynamique continentale. Cela ne veut pas dire une crise révolutionnaire continentale, mais cela veut dire, comme les retombées européennes de mai 1968 l'ont illustré, qu'une victoire révolutionnaire en France ou en Espagne entraînerait un processus qui dépasse les frontières.

Les intérêts, les appareils de répression, et aussi la solidarité de classe sont trop imbriqués dans une Europe que les capitalistes cherchent à grand-peine à construire, pour imaginer une révolution proprement délimitée. La dynamique, compte tenu des inégalités de développement, est celle d'une guerre révolutionnaire continentale. En imaginant donc qu'une poussée révolutionnaire de masse puisse suffire dans l'un des pays pour démanteler le pouvoir bourgeois, après se posera le problème plus durable du rapport de forces militaire avec la réaction à l'échelle continentale ou subcontinentale. Il ne suffit pas de marmonner face au PCF que les voies pacifiques sont en fait un coupe-gorge sanglant ; il faut que nous soyons capables de définir les conséquences pratiques de notre critique.

2. Un classicisme faussement rassurant

En entrouvrant ce débat, nous tournons en fait autour des idées rassurantes qui nous ont servis de repères polémiques, mais qui deviennent insuffisantes lorsqu'on envisage plus pratiquement les choses.

Une chose est frappante par exemple dans les bulletins sur l'Amérique Latine : la référence (commune à Germain, Maïtan et Hansen) au

9/ [Abréviation de Tupamaros, mouvement politique d'extrême gauche uruguayen.]

10/ [Ejército Revolucionario del Pueblo (armée révolutionnaire du peuple), branche armée du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, trotskiste) argentin.]

schéma classique de la Révolution russe. Maïtan parle, page 56, « de la variante classique qui se concrétisera en octobre 1917 en Russie ». Hansen, page 30, affirme la chose suivante concernant l'Amérique latine : « Ce à quoi nous assistons, c'est à la résurgence du rôle clé des villes ; c'est-à-dire le rôle clé des masses urbaines, et en particulier de la classe ouvrière. Ceci signifie qu'il y a de plus grandes possibilités de révolutions s'opérant sur le modèle de la Révolution russe dans lesquelles il faut un parti de type léniniste. Ceci devient maintenant de plus en plus probable ». Enfin, les camarades Germain et Knoller écrivent, p. 67, en s'efforçant de classer les variantes de transcroissance de la lutte révolutionnaire en lutte armée : « Il y a la variante qu'on pourrait appeler classique ; le mouvement de masse connaît un essor rapide après une longue accumulation de forces et d'expériences et passe à l'armement du prolétariat si l'affrontement avec l'armée bourgeoise, au moment où la crise révolutionnaire, éclate dans sa plénitude, c'est-à-dire simultanément avec une mobilisation générale des masses et la constitution généralisée d'organes de dualité de pouvoir. C'est ce qui s'est produit grosso modo en Russie en 1917, en Allemagne en 1918-1919, en Espagne en 1936, au Vietnam en 1945 ».

Cette référence commune au classicisme d'octobre 1917 nous semble bien mythique. Et c'est la dernière citation qui exprime le mieux ce mythe. Elle trace un tableau assez idyllique de la simultanéité entre l'essor des masses, l'apparition d'organes de pouvoir et l'armement du prolétariat. Or, en 1917, une des conditions de la victoire militaire du prolétariat, fut son alliance avec la paysannerie en armes, structurée dans les rangs de l'année tsariste ; Trotski insiste abondamment sur le rôle du paysan sous l'uniforme. La crise allemande survient

également au sortir d'une guerre interimpérialiste. En 1945 au Vietnam, la lutte prolonge une longue tradition et une phase de lutte de libération. Autrement dit, il s'agit chaque fois d'un contexte militaire spécifique où le prolétariat est, soit déjà armé, soit appuyé militairement par d'autres forces sociales.

Et c'est bien là un aspect important du problème. En effet, on insiste sur le fait que le prolétariat est exploité économiquement, opprimé politiquement, dominé idéologiquement. On oublie de dire qu'il est aussi dominé militairement face à une armée bourgeoise centralisée et équipée comme aucune autre. Les conditions de vie et de travail du prolétariat impliquent une discipline, un emploi du temps rigoureux. La forme d'organisation militaire du prolétariat, celle qui naît de ses luttes, c'est le piquet, ou la milice de défense mutuelle. Ce sont des formes défensives, relativement dispersées, peu aptes aux épreuves offensives avec le pouvoir. La paysannerie est plus souple, a davantage de capacités d'esquive ; contre le féodalisme, elle est capable de s'organiser en colonnes armées : la VIII^e Armée de marche en Chine/ Armée de route du PC chinois est l'exemple le plus célèbre ; mais l'expérience remonte loin, entre autres à la célèbre guerre des Paysans en Allemagne. Les couches moyennes urbaines, par leur mobilité sociale, leurs ressources financières, matérielles, et techniques, fournissent la base sociale essentielle des guérillas urbaines ; c'est du moins ce qui apparaît dans les récits des Tupas^{9/} sur eux-mêmes ou dans la base sociale de l'ERP^{10/}.

Si donc on conçoit la crise révolutionnaire, non comme le moment béni où les masses se mettent en branle et s'arment spontanément, mais comme un moment où l'élan des masses permet de conclure victorieusement un processus de lutte prolongée, la phase préparatoire

prendra pour nous une importance d'autant plus grande que nous avons à réintroduire la dimension de la violence révolutionnaire à l'encontre des pesantes traditions de légalité du mouvement ouvrier.

Contrairement à ce que suggère la conclusion du texte de Hansen, le parti léniniste n'est pas le parti révolutionnaire adéquat au « schéma classique », mais le parti de la révolution prolétarienne en général. Et lorsque Lénine parle de militants qui soient des tribuns populaires et non des secrétaires de trade-union, il affirme la fonction unifiante du parti. Autour et sous la direction du prolétariat, il s'agit de sceller l'alliance des différentes couches et classes sociales qui ne peuvent réaliser qu'à travers lui leurs intérêts. Cela permet notamment à la classe ouvrière de bénéficier des capacités militaires de la paysannerie et des couches moyennes urbaines. En clair, si nous intervenons dans les différentes couches sociales, ce n'est pas pour gagner de la main-d'œuvre à reconvertir au travail d'entreprise, comme peut le concevoir LO [Lutte ouvrière], c'est pour donner à ces cercles et autour du prolétariat leur plein rôle dans la révolution socialiste.

Ne pas le comprendre va exactement de pair avec l'incompréhension du caractère de la révolution chinoise : car alors comment un parti à la base sociale majoritairement paysanne, peut-il même s'il se prétend sous la direction du prolétariat, être l'instrument d'une révolution socialiste ?

11/ [Alliance des jeunes pour le socialisme, lambertiste.]

12/ [Organisation communiste internationaliste, lambertiste.]

13/ [Alliance marxiste révolutionnaire, pabliste.]

14/ Front unique ouvrier.]

15/ [La Fédération nationale des comités de lutte, créée à l'initiative de la Ligue communiste, ne vivra qu'une année.]

II — Sur la tactique : unité d'action et débordement

Pour résumer

1. Nous ne pouvons pas espérer reconstruire pièce à pièce un mouvement ouvrier propre par-delà un demi-siècle de stalinisme.
2. Le parti ne sera pas construit avant le processus même de lutte pour le pouvoir mais à travers ce processus.
3. Nous ne pouvons pas nous en remettre au schéma rassurant d'une grève générale insurrectionnelle qui limiterait nos propres responsabilités en matière de préparation et d'initiatives.
4. L'organisation révolutionnaire doit être l'avant-garde politique et militaire de la lutte de classe, sans quoi la propagande sur l'autodéfense et les milices reste creuse. À partir de là, quelles sont nos possibilités tactiques actuelles dans le mouvement ouvrier ?

1. La question du front unique ouvrier (FUO) ?

Le front unique ouvrier n'est pas seulement un front défensif face à la bourgeoisie. Si Trotski parle du soviétique, comme de « la forme supérieure du front unique », c'est qu'il peut aussi bien être un front offensif. Le problème du front unique, c'est celui de la tactique unitaire des révolutionnaires face au mouvement ouvrier réformiste. Une tactique de front unique suppose déjà établi un certain rapport de forces entre révolutionnaires et réformistes. En Espagne, le rapport de forces PC-LCR permet d'envisager la question.

Qu'en est-il ici ? Nous restons, en dépit de nos progrès, très petits face au PCF. Le PCF n'est pas un parti réformiste ordinaire, mais stalinien. Ça signifie qu'il a une plus forte capacité de résistance, et que nos rapports avec lui

sont aussi liés aux rapports de forces internationaux avec le mouvement stalinien. À l'époque de l'entrisme, une série de choses était claire. Puisque nous étions dans le PCF, nous nous adressions au mouvement ouvrier à travers le PCF : consignes de vote pour les candidats PC-PS, mot d'ordre de gouvernement PC-PS. Ce qui revenait à une orientation opportuniste. Face à cela, les contorsions de l'AJS^{11/} ne valent pas mieux. L'AJS met en avant le front unique, mais comme elle ne peut prétendre y jouer directement un rôle, le mot d'ordre devient seulement propagandiste. Ce qui réduit l'AJS-OCI^{12/} à un rôle de marieuse de la gauche, comme en 1969 lorsqu'elle regrettait la concurrence Duclos-Deferre.

Enfin l'AMR^{13/} se situerait aussi dans une perspective de FUO^{14/} couronné par une formule de gouvernement. Mais comme elle est loin de faire le poids, il lui faut d'abord susciter une politique unitaire de l'extrême gauche pour essayer de hausser d'un cran le rôle des révolutionnaires dans le FUO.

Cette tactique du FUO a sa logique au niveau des mots d'ordre : alliances, formule de gouvernement, consignes de votes. Elle a aussi sa logique organisationnelle : devenir en pratique dans le mouvement ouvrier l'interlocuteur que l'on espère devenir un jour sur le plan politique. D'où l'utilisation de FO comme syndicat ; d'où l'obstination à présenter l'Unef comme un syndicat entrant de plein droit dans le FUO ; d'où aussi l'entêtement de l'AMR à reconstruire un syndicat étudiant. Syndicat ou pas ? La querelle est finalement assez vaine, et ce n'est pas la caractérisation sociale du milieu étudiant qui permet de la trancher, mais bien la fonction des différentes structures par rapport au projet politique qui le sous-tend. Aborder le débat sous cet angle permettrait entre autres de limiter les ambiguïtés de la FNCL^{15/}.

2. Notre tactique

Plus ou moins clairement, nous nous sommes situés dans une optique radicalement différente, celle de la dialectique entre unité d'action et débordement. Cette tactique est rendue possible parce que nous acceptons à la fois de nous coller avec le mouvement ouvrier organisé, et de composer avec l'extrême gauche, même quand elle est plus ultra qu'extrême. Parce que cet ultragauchisme procède de réelles forces sociales désemparées devant le verrou stalinien au moment même où leur situation les amène de plus en plus nettement à se heurter à la bourgeoisie. Cette tactique difficile nous différencie de l'AJS qui ne veut voir que le mouvement ouvrier organisé et qui n'a accepté qu'à contrecœur la manif Overney. Elle nous différencie aussi des ultra-gauches qui abandonnent aux mains des bureaucrates les gros bataillons organisés de la classe ouvrière et pensent recomposer un mouvement ouvrier tout neuf par une pratique exclusive de débordement.

En pratique, cette tactique se concrétise dans le travail ouvrier, où le travail de tendance systématique dans les syndicats se combine avec la mise en avant dans les luttes de structures de démocratie ouvrière (comités de grève, piquets d'autodéfense) et de soutien (comités de soutien); mais aussi avec l'intervention autonome des groupes taupes (GT) et la création de comités *ad hoc* pour certaines campagnes (armée), ou de comités FSI ¹⁶/.

Dans les apparitions centrales, cette tactique se concrétise en fonction d'appréciations circonstanciées qui donnent lieu régulièrement à des débats passionnés. Les derniers en date sont ceux occasionnés par le 1^{er} mai et le 7 juin. Et il faut noter encore que notre attitude a

dépendu de considérants tactiques et non de principes : la différence des solutions selon les villes l'atteste. Pour le 1^{er} mai : à Montpellier, nous avons participé à la manif intersyndicale ; à Toulouse à la manif CGT seule et à la manif des révolutionnaires ; à Paris seulement à la manif des révolutionnaires. Le 7 juin en revanche, à Toulouse ou à Rouen nous n'avons pas fait d'apparition autonome, notre implantation syndicale nous permettant de mener une bataille directe dans le mouvement syndical. À Paris, malgré les difficultés et au prix de divergences au sein du BP, face au projet politique du PCF réalisé par CGT interposée, nous avons affirmé notre présence, ce qui nous aide face à la CFDT.

Dans la lutte anti-impérialiste, le FSI est un instrument particulièrement adéquat à cette tactique dans la mesure où il bénéficie de l'aval des Vietnamiens. Par le biais du FSI, nous pouvons imposer l'unité d'action comme ce fut le cas dans les manifestations ou dans certains meetings (Antibes, Condom) et garder l'initiative pour relancer l'action (6 novembre).

Enfin au niveau des mots d'ordre, cette tactique éclaire mieux la façon propagandiste dont nous utilisons, en particulier dans le manifeste, la formule de gouvernement des travailleurs. Vu ce que nous demandons à un gouvernement des travailleurs, il est illusoire d'espérer un gouvernement des travailleurs dont nous ne soyons pas partie prenante. Ce qui supposerait encore un front unique entre nous et les réformistes. C'est pourquoi la formule garde un sens essentiellement propagandiste. En pratique, nous pouvons être amenés à soutenir électoralement une alliance PS-PC, à défendre certaines mesures sociales ; cela ne justifierait pas qu'on lui accorde la qualification de gouvernement des travailleurs. Une victoire, très hypothétique, de la gauche sur le terrain électoral

rapprocherait les échéances d'affrontement et réclamerait au contraire de notre part un renforcement de la défiance des masses. Dans cette optique, la tactique électorale doit être relativisée. Face à un État fort qui a vidé le jeu parlementaire de son contenu, de fait le rôle des élections se trouve réduit. Mais plus nous serons capables d'affirmer notre présence directe sur le terrain de la lutte des classes, plus nous systématiserons nos activités extralégales en matière d'antimilitarisme, d'antifascisme et de lutte contre les milices patronales, plus nos marges tactiques en matière électorale seront larges. Un vote PS-PC par exemple ne signifierait pas, dans ce contexte, que nous voyons dans l'alliance PS-PC un front de classe, mais que nous nous déterminons en fonction du sens que prend le vote pour les travailleurs ; compte tenu que nous affirmons en même temps notre plus totale indépendance d'action.

3. Les conséquences sur le système d'organisation

La tactique que nous pratiquons de fait n'est pas indifférente au système d'organisation que nous construisons.

Nous avons déjà vu que, dans la tactique du front unique ouvrier, la conquête de sigles (même faisandés de type FO), la définition du mouvement étudiant comme mouvement syndical jouent un rôle fondamental. En ce qui nous concerne nous ne nous attelons pas à la construction d'un mouvement ouvrier rénové au sein de l'ancien. À travers notre travail de masse, nous découpons des courants révolutionnaires, des fronts qui ne peuvent rompre avec le stalinisme sans être polarisés autour de positions révolutionnaires.

De là viennent les ambiguïtés de toutes nos structures de masse. La tendance syndicale, c'est le projet dans le cadre duquel nous tra-

vaillons. Nous concrétisons ce projet à travers des batailles syndicales dans les luttes, dans les congrès syndicaux, où, sur la base de propositions limitées, nous faisons apparaître un courant radicalisé, Ce courant n'est pas stable, c'est à coups répétés, à travers une série de batailles liées à notre stratégie générale que nous consolidons ce courant. Comme nous l'avons déjà dit, la tendance n'est pas une réalité organisationnelle permanente, elle se découpe en pointillé par une série de batailles. En revanche, il peut se décanter un noyau actif, quasi permanent de la tendance ; composé d'inorganisés, ou surtout de syndicalistes, ou de militants politiques laissés sans directives par leur organisation, et qui acceptent un travail avec nous dans le syndicat. Ce type de regroupement, plus ou moins stable, représente davantage un courant politique acceptant de travailler dans le cadre du syndicat, qu'une tendance telle que nous la projetons. C'est ce problème-là qui est à l'origine des difficultés à définir les GT, les fractions élargies (exagérément parfois). C'est aussi cette situation qui justifie durablement le rôle des GT.

De même, si nous voulions affirmer notre courant dans une optique de F.U.O., il serait logique de constituer la FNCL, l'EE ^{17/} comme les pendants à l'Université des tendances syndicales. D'où la tentation d'affirmer la FNCL comme une nouvelle Unef, tentation dont relève la démarche auprès du SNESup (dans la mesure où la FNCL s'est abstenue de prendre des positions directement politiques dans l'affaire du souk par exemple). D'où la tentation aussi de définir l'EE comme la composante enseignante déjà construite de la tendance intersyndicale. Alors qu'historiquement et en raison de

la crise des structures de formation, en raison de leur place par rapport aux centres productifs, l'EE est inévitablement une structure ambivalente : jouant le rôle de tendance dans le syndicat, mais vivant comme un courant politique (permanence, presse indépendante, stages, etc.). C'est en acceptant ce caractère double de l'EE qu'on peut l'engager dans des opérations du type de l'affaire Bertin ^{18/}.

C'est cette question qui pointait déjà derrière le débat sur l'ORJ. En fait nous ne reconstruisons pas le mouvement ouvrier en prenant soin de bien mettre en place tous les appendices classiques du parti révolutionnaire. Le parti que nous construisons ne se réduit pas, à la différence de l'OCI, à la fraction centrale d'un réseau de syndicats ou de tendances, flanqué d'une organisation jeune, et soucieux d'atteindre la taille requise pour prétendre au F.U.O. Nous construisons un centre nerveux qui doit permettre de systématiser le débordement du mouvement ouvrier traditionnel en développant en son sein et à l'extérieur nos divers fronts de masse. C'est une opposition imagée et par conséquent schématique, mais il est certain qu'il y a là une différence importante. Et c'est pourquoi le débat sur l'ORJ était si vif, il s'agissait de savoir quel type d'organisation construire, apte aux tâches que nous nous fixons.

III — Pour conclure : quelques idées directrices sur la construction de l'organisation

On ne construit pas l'organisation indépendamment, d'une stratégie, mais en fonction de cette stratégie. Pour prendre un exemple : la polémique de Maïtan contre Hansen dans le BI sur l'Amérique latine. Maïtan écrit : « La guérilla est l'une des méthodes de lutte à utiliser dans un contexte donné qui aide à la construction

ou au renforcement du parti. Le camarade Hansen a-t-il jamais pensé opposer, par exemple, construction du parti et participation à une grève générale ? ». Il paraît évident que l'application d'une orientation de lutte armée n'est pas par principe contradictoire avec la construction d'un parti de type léniniste. Ceci dit, la question paraît mal posée par le camarade Maïtan, et le problème réel éludé. En effet, une grève générale est l'aboutissement d'un travail de masse, elle le prolonge à un moment donné dans un contexte particulier. La même organisation révolutionnaire qui a développé un travail de masse, syndical en particulier, systématique, doit pouvoir agir au sein d'une grève générale sans modifier radicalement ses propres structures. En revanche, si l'on parle d'une orientation de lutte armée, et plus précisément de guérilla dans le cas considéré de l'Amérique latine, alors c'est une donnée qui affecte l'ensemble du processus de construction du parti. Les rapports entre construction du parti, lutte armée et travail de masse se posent de façon particulière et complexe. En gros, quel type de travail de masse, légal ou semi-légal, dans le mouvement ouvrier et chez les intellectuels, peut faire un parti clandestin engagé dans la lutte armée ? Quelle articulation entre revendications démocratiques et lutte armée ? Quelles structures organisationnelles capables de nouer les deux fronts ?

Cet exemple étant donné, quelles sont pour nous les lignes directrices de construction de l'organisation en fonction des perspectives que nous nous traçons ?

1. Le rôle de la charpente organisationnelle

Revenons au cas de l'OCI. Sa cohérence aveugle est presque parfaite. La perspective, c'est le F.U.O. Pour réaliser le F.U.O., l'OCI met en

^{17/} [École émancipée.]

^{18/} [Note manquante. Information non retrouvée.]

place tout un dispositif syndical dont FO, dont l'Unef-Unité. Pour développer ce dispositif, le moteur organisationnel essentiel, ce sont les fractions nationales dans les différents syndicats, les différentes branches, avec une activité de cellule des plus réduites.

Nous avons pu constater en revanche, face à l'offensive du PCF autour de son programme, quels étaient les dangers qui nous guettaient dans la classe ouvrière. Certains camarades, mal préparés politiquement, et surtout insuffisamment épaulés organisationnellement face à cette offensive, ont eu tendance à esquiver la bataille. En expliquant, comme le texte Antonin-Ménard, que le problème du pouvoir n'est pas posé, qu'un certain type de débat politique devient dans ce contexte une diversion par rapport aux luttes. L'aboutissement de cette attitude, c'est de miser sur la CFDT davantage que sur la Ligue comme instrument de lutte dans la classe face aux staliniens, parce qu'elle est plus crédible, plus en prise sur le quotidien des luttes. L'autre tentation, dans la CGT notamment, a été de répondre à l'offensive des stals par un affrontement ligne contre ligne, fraction contre fraction, renonçant de fait à la perspective éducative de la tendance par une fuite en avant qui n'aurait pu que nous isoler. Dans les deux cas, il s'agit, soit en se réfugiant dans la CFDT, soit en portant l'entièreté du débat politique dans la CGT, de compenser la faiblesse de notre poids politique autonome face aux staliniens.

Nous pensons que là n'est pas la solution. Mais dans le renforcement de notre propre dispositif et l'affirmation de nos propres réponses. C'était là le sens de la campagne sur le Mani-

feste, envers laquelle les mêmes camarades ont souvent manifesté des réticences sur le thème : c'est un gadget ! Sur le plan organisationnel, cela veut dire aussi que l'effort essentiel doit être porté sur la charpente politique de notre organisation : les directions nationales, les directions de ville, les bureaux de cellule, les cellules, les groupes taupes. On ne construira pas l'organisation par-dessus la tête de ses directions. On ne construira pas de travail ouvrier par les fractions, les branches nationales, l'intervention dans les luttes si on ne crée pas les unités politiques (villes, cellules) auxquelles peut se raccrocher notre travail ouvrier. Les lambertistes peuvent organiser des travailleurs uniquement dans les fractions ; c'est cohérent avec leur ligne. L'expérience nous a appris que nous pouvons faire une percée à l'occasion d'une lutte locale. Si nous ne stabilisons pas simultanément la ville et sa DV ^{19/}, c'est du travail perdu. Les commissions, les fractions, les branches sont des auxiliaires précieux, elles doivent absolument rester subordonnées aux directions centrales. De même que les groupes taupes ne doivent pas, comme c'est parfois le cas, se réduire au travail de fraction syndicale, voire de minitendance, mais tendre à jouer le rôle d'une cellule politique en respectant les inégalités de compréhension et les rythmes d'évolution des camarades qui y militent.

2. Penser notre grille d'intervention

Lors du stage des DV du Midi, nous avons constaté que notre grille d'intervention sur les entreprises passait presque systématiquement à côté des luttes importantes. Ce n'est pas par hasard. Au début de notre implantation, pour nous imposer face aux staliniens, pour bénéficier de l'appui des branches nationales, pour ne pas disperser nos forces, nous avons généralement fixé notre intervention sur les gros

bastions locaux de la classe ouvrière (en ce qui concerne Toulouse et Montpellier : Sud-A. ^{20/}, Onia (AZF), PTT, SNCF, Sécurité sociale...). Cette intervention nous a permis quelques opérations à l'occasion des initiatives nationales (débordement de la manif fonction publique du 4 juin 1971 à Toulouse), mais elle restait à l'écart des luttes qui pouvaient se déclencher dans des secteurs plus marginaux et plus turbulents (Hachette à Toulouse, l'hypermarché Mammouth, le Crous à Montpellier, le Crédit agricole d'Albi, l'usine textile Samex à Millau), à l'écart aussi de la jeunesse ouvrière.

Le problème qui est posé est celui de la dialectique dans notre intervention entre les vieux bastions ouvriers et les entreprises combattives, entre les cadres syndicaux chevronnés et la jeunesse ouvrière combattive, entre la CGT et la CFDT, étant entendu que la CGT ne recouvre pas forcément les bastions et les cadres chevronnés, pas plus que la CFDT ne coïncide avec les secteurs jeunes et combattifs.

Seulement on constate qu'après une première phase d'affirmation de la Ligue, se manifeste un certain piétinement. Certains camarades peuvent croire que, pour avancer un peu plus, il faut prendre une série de mesures élémentaires : améliorer les Taupes, rationaliser le travail, simplifier le langage... Tout cela est indispensable. Mais nettement insuffisant. Il faut modifier plus radicalement notre grille d'intervention locale et régionale afin de transformer l'implantation et l'image globale de l'organisation. C'est la condition de nouveaux pas en avant.

Par exemple à Toulouse, autour de nos points d'intervention traditionnels, une série de contacts commence à se préciser dans les nouvelles boîtes de l'électronique, le bâtiment, sur de nouveaux hôpitaux, à Job, etc. Nous ne pourrions pas multiplier d'autant les cellules et les

^{19/} [Direction de ville.]

^{20/} [Sud-Aviation, constructeur du Concorde, ancêtre de la Snias puis d'EADS.]

groupes taupes. En revanche nous pouvons organiser ces contacts dans des Comités rouges et épauler leur travail syndical par la diffusion d'une Taupe spécifique mensuelle en alternance avec un *Midi Rouge* imprimé, sorte de Taupe centrale mensuelle également. Nous devons aussi commencer, en relation avec une intervention d'entreprise déjà affirmée, une intervention systématique sur les grands quartiers ouvriers. Ce qui suppose une modification de l'habitat des militants étudiants notamment : qu'ils quittent le vieux centre universitaire pour s'établir dans ces quartiers. D'autant plus que l'éclatement des campus incite à cette réinsertion.

De même sur Montpellier, qui n'est pas particulièrement une ville ouvrière (et peut-être sur Rennes), un nouveau développement passe par un élargissement de la grille d'intervention régionale. Notamment par un début d'implantation en milieu paysan et par une tentative de prendre pied dans les bastions municipaux du PC : Sète, Nîmes, Arles, Beaucaire...

Enfin, au-delà d'un certain seuil de croissance, doit être repensée et précisée la dialectique du travail CGT-CFDT. Dans un premier temps, notre faiblesse ou l'opacité du champ politique (à Paris notamment) font que le travail syndical apparaît comme la juxtaposition pure et simple du travail CGT et du travail CFDT. Mais, à terme, nous devons arriver à les combiner. C'est ainsi qu'à Renault nous avons entrepris dans cette optique un travail CFDT. C'est ainsi qu'à Toulouse notre grande faiblesse dans la CFDT et la faiblesse de la CFDT elle-même constituent un handicap réel. Mais notre faiblesse dans la CFDT n'est pas sans rapports avec le type de choix d'intervention prioritaire que nous avons fait jusqu'à présent à juste titre.

3. Une stratégie d'implantation nationale

Jusqu'à présent nous nous sommes développés selon des lois de croissance naturelle ; c'est-à-dire en fait au hasard des contacts et des migrations professionnelles. Il en résulte une extension géographique qui est la plus importante des groupes d'extrême gauche. Cette extension a joué un rôle positif pendant un temps pour affirmer notre dimension nationale face au PCF. Mais nous allons vite parvenir à un seuil où cette croissance spontanée n'est plus rentabilisable, et peut même se traduire par une consommation à perte d'énergies militantes.

En fait, nous en arrivons à un point où, au-delà d'une phase propagandiste initiale, qui pouvait être étale, une rationalisation de notre implantation passe par une analyse plus précise des forces sociales auxquelles nous nous adressons. Pour résumer : il ne s'agit plus seulement de calquer notre implantation sur celle du PCF, de serrer au plus près sa propre courbe d'implantation, mais d'appliquer à notre propre réalité nationale la loi du développement inégal et combiné.

Le problème est limpide en ce qui concerne la région du Midi (Toulouse-Montpellier). Ou bien nous relativisons son importance nationale et nous contentons de gérer les acquis, en attendant que de nouveaux progrès nationaux viennent se répercuter sur la région. Ou bien nous allons de l'avant. Et alors nous devons rendre compte dans notre croissance de la réalité sociale sur laquelle nous pouvons reposer. Notamment de l'importance du mouvement paysan (son caractère massif, la façon dont, depuis près d'un siècle, il est le porteur quasi exclusif de la violence sociale, son imbrication avec le mouvement ouvrier). Ainsi, dans la région montpelliéraine l'influence réciproque des formes de luttes paysannes sur la classe (Perrier, Millau) et de la classe ouvrière sur le

mouvement paysan (écho de Mammouth) est un phénomène décisif. Il ne s'agit pas de partir pour une longue marche, mais de contribuer à lever le barrage posé par le PC et la social-démocratie sur les luttes paysannes pour les cantonner à un rôle corporatif et sectoriel. Il ne s'agit donc pas d'ajouter un secteur supplémentaire à l'organisation, mais de redéfinir une dialectique régionale d'intervention, de concevoir des ensembles d'intervention dans lesquels les facteurs explosifs que constituent les contrastes sociaux soient utilisés au mieux. De ce point de vue, une région comme celle du Midi peut jouer un rôle révolutionnaire au moins aussi important que des régions ouvrières traditionnelles façonnées par le PC et la social-démocratie. Des problèmes analogues peuvent se poser en Bretagne notamment.

Si nous systématisons une telle démarche en visant à combiner le développement inégal, deux problèmes essentiels vont se poser :

a) déterminer des priorités d'implantation nationale autres que la seule région parisienne ; en particulier la région marseillaise, la région Lyon-Grenoble-Saint-Etienne, la région nantaise, le Midi occitan, la Lorraine. Il ne s'agit pas d'énumérer des cibles géographiques, mais de convaincre dès à présent les militants de tendre à se regrouper, à concentrer leurs efforts sur ces objectifs ;

b) commencer à se poser le problème des rapports entre l'organisation des couches moyennes urbaines, les canaux d'intervention dans la paysannerie (syndicalisme paysan, mouvement régionaliste) avec notre intervention ouvrière.

La détermination des candidatures Ligue aux législatives donnera l'occasion concrète de préciser nos axes de développement : secteurs où nous voulons prendre racine, passer la réalité sociale au peigne fin, axes de prospec-

tion et de pénétration, villes sur lesquelles nous concentrons un effort particulier en vue de percées significatives.

4. La question de la violence

Les perspectives que nous pouvons dégager impliquent également un certain type d'organisation du point de vue de l'utilisation de la violence. Pour reprendre le contre-exemple plusieurs fois utilisé, celui de l'OCI : lors de l'affaire Nogrette ^{21/}, la direction de l'AJS nous a clairement exposé sa conception qui exclut par principe la violence minoritaire. La seule violence concevable est la violence de masse qui peut s'exprimer à travers la réalisation du front unique.

Pour nous au contraire, la réintroduction de la violence dans la lutte des classes, passe pour une part par l'initiative délibérée, un peu volontariste de l'avant-garde. Ainsi, en même temps que nous faisons une propagande systématique sur l'autodéfense comme forme d'organisation des masses en lutte, nous n'hésitons pas à recourir à des initiatives violentes quand leur relation à un travail de masse peut être clairement établie, que ce soit sur Burgos ^{22/} ou sur l'Indochine.

C'est dans ce cadre global qu'il faut comprendre et systématiser la dialectique violence de masse/violence minoritaire. En particulier faire le lien entre les initiatives prises contre les syndicats jaunes (CFT), les activités antifascistes (palais des Sports, etc.), et une reprise plus systématique des activités antimilitaristes (campagne Massu, etc.).

^{21/} [Robert Nogrette, chef-adjoint chargé des relations sociales à Renault Billancourt, enlevé par la NRP (Nouvelle résistance populaire), liée à la Gauche prolétarienne, en riposte à l'assassinat de Pierre Overney.]

^{22/} [Mobilisation internationale contre les condamnations à mort de militants de l'ETA au procès de Burgos, 1970.]

^{23/} [Groupe Taupe rouge.]

Mais dire qu'il faut concevoir l'ensemble de ces activités, non comme des à-côtés spectaculaires, mais comme un axe permanent et essentiel de notre activité, doit entraîner une série de conséquences organisationnelles.

En gros, cela signifie qu'il faut commencer à construire par le haut, au sein de l'organisation d'aujourd'hui, la charpente organisationnelle de l'organisation de demain : services de renseignements, groupes d'intervention. Et en particulier, comme le précise le texte préparatoire au congrès, nous devons faire en sorte que ne s'établisse pas naturellement le partage entre militants ouvriers qui font du travail syndical, et les militants étudiants qui seraient au SO [service d'ordre]. Mais que le plus grand soin soit apporté pour intégrer selon des modalités précises les militants ouvriers au SO.

Enfin, sur ce problème en particulier, la plus grande attention doit être accordée au rôle des directions centrales. De même que ces directions doivent être capables de faire la synthèse et la centralisation de nos activités pour maîtriser les torsions qui peuvent se manifester entre la dynamique propre de l'intervention jeune et la dynamique propre du travail d'entreprise, de même elles devront être capables de diriger le travail de masse de l'organisation et sa préparation aux tâches futures si l'on ne veut pas que s'autonomisent dans l'organisation des cliques « militaires » de plus en plus extérieures au travail d'ensemble.

5. Les structures d'intervention dans la classe ouvrière

Encore une fois, les tensions de classes ne sont pas telles que les travailleurs radicalisés éprouvent de façon immédiate la nécessité du parti révolutionnaire. De même, notre présence dans les syndicats n'est pas telle que nous puissions toujours fournir à des militants rebutés par la

bureaucratie la preuve suffisante de nos capacités à les aider dans une bataille prolongée au sein du syndicat.

C'est pourquoi, si nous tendons bien au schéma organisationnel cellule d'entreprise-fraction-tendance, ce schéma n'est pas immédiatement applicable. Nous sommes contraints d'accepter durablement des structures plus ambiguës. Et leur clarification ne dépendra pas de nos seuls progrès ; mais aussi de modifications importantes dans la situation objective, d'un durcissement des affrontements de classe.

C'est pourquoi aujourd'hui le schéma réel est plutôt : cellules mixtes-groupes taupes-fraction élargie. Ce schéma peut encore se compliquer d'une combinaison entre des GTR ^{23/} d'entreprise et des comités rouges regroupant des travailleurs de plusieurs entreprises comme celui qu'anime à Toulouse la cellule Onia (AZT). De même que la fraction élargie qui prépare les batailles au niveau d'une entreprise peut regrouper parfois des militants organisés ailleurs mais faiblement épaulés par leur organisation (PS, PSU, CIC...), au point qu'elle occupe une position intermédiaire entre la tendance intersyndicale et le regroupement politique que nous acceptons dans la mesure où les militants qui y participent collaborent dans le cadre clairement défini de la lutte syndicale.

Cet écart entre le système organisationnel auquel nous tendons et celui que nous pratiquons effectivement est essentiel à comprendre. C'est cette compréhension qui a manqué aux camarades de Carcassonne qui ont quitté la Ligue.

À partir de là, les lignes de force étant établies, le problème de savoir s'il faut réunir nationalement les groupes taupes pour une conférence, de savoir s'il faut les doter d'un sigle (front des taupes rouges), devient un débat tactique secondaire.

Voilà une série de problèmes qui nous paraissent devoir être posés à l'occasion du débat préparatoire au congrès. Il n'y a pas là de quoi révolutionner notre intervention immédiate, mais un simple effort pour élargir notre horizon. Les formulations sont peut-être hâtives, donc dangereuses ; le point de vue trop marqué par une expérience régionale, donc partiel. Mais ces défauts ne font aussi qu'exprimer la faible vision nationale de la construction de l'organisation. Nous préférons accepter ces défauts et poser des questions qui se posent à nous.

Il faut en effet commencer à voir un peu plus loin que le bout de sa Taupe, le bout de la rubri-

que sociale du *Monde*, et plus loin que le bout des acquis historiques. D'abord parce que notre intervention, ses progrès, suscitent de nouveaux problèmes auxquels les acquis de la IV^e n'apportent que des réponses embryonnaires. Ensuite parce que si nous n'enrichissons pas, à partir de notre pratique ces acquis, la IV^e elle-même se trouvera vite désarmée face à des expériences dont la progression ne trouve plus d'aliments suffisants dans les acquis tels qu'ils sont conservés au niveau propagandiste.

Nous aurons notamment beaucoup de mal à répondre aux questions que se posent certaines sections latino-américaines, ou les cama-

rades espagnols, si nous fermons les yeux sur notre propre avenir tout en dissertant sur l'ensemble des problèmes internationaux.

Il serait particulièrement dangereux de poser pour d'autres sections des problèmes que nous ne formulons même pas pour nous-mêmes alors que notre situation nous donne le privilège de pouvoir les formuler en fonction d'une riche expérience organisationnelle, telle que le mouvement trotskiste n'en a guère connu depuis longtemps.

Montpellier le 21 juin 1972
Bulletin intérieur n° 30, juin 1972